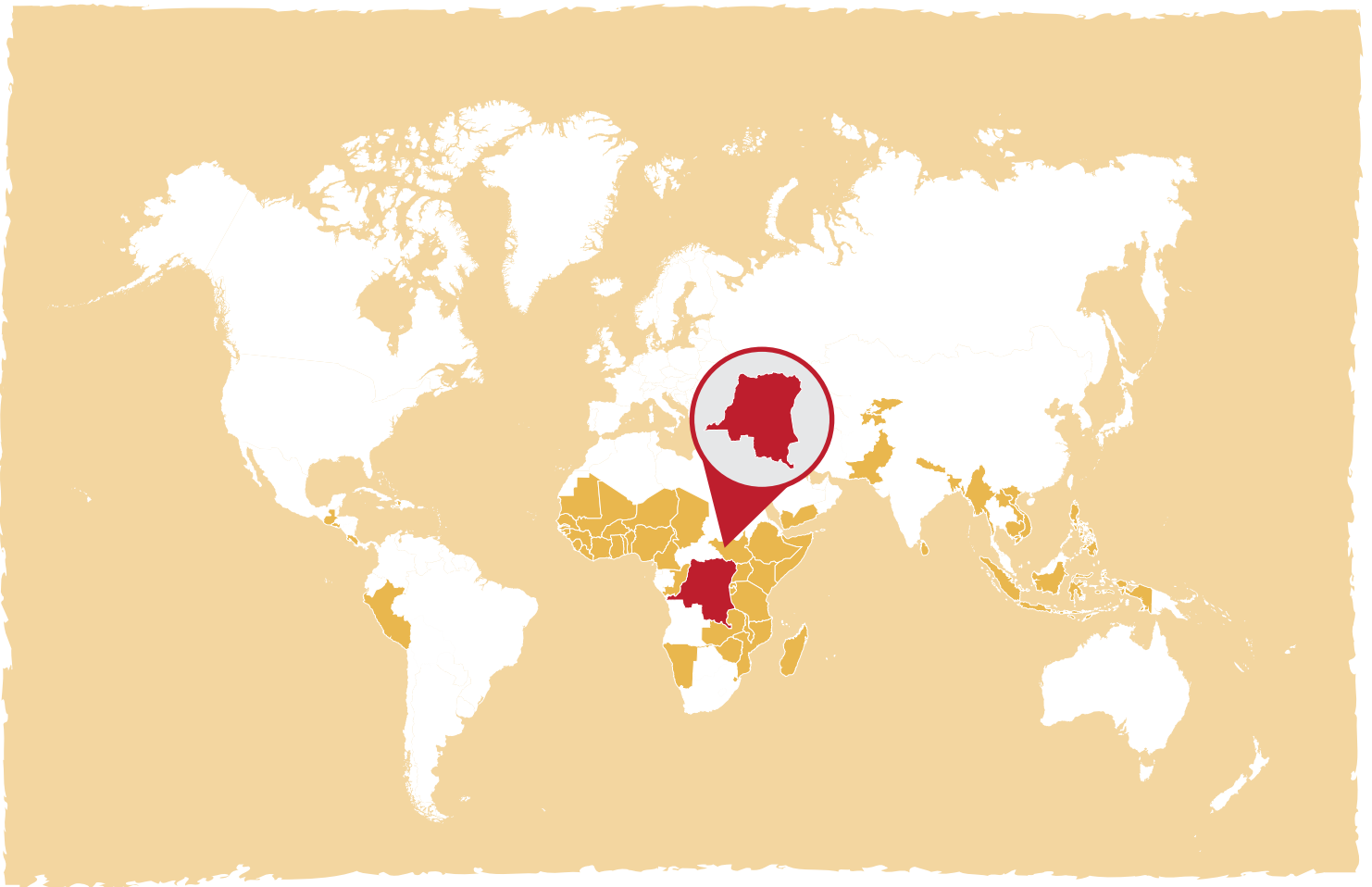


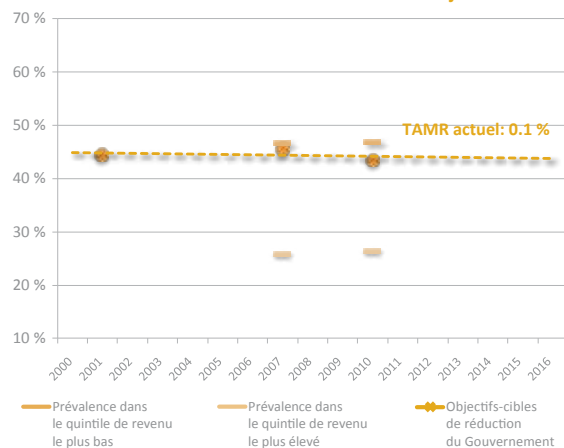
Congo, RD



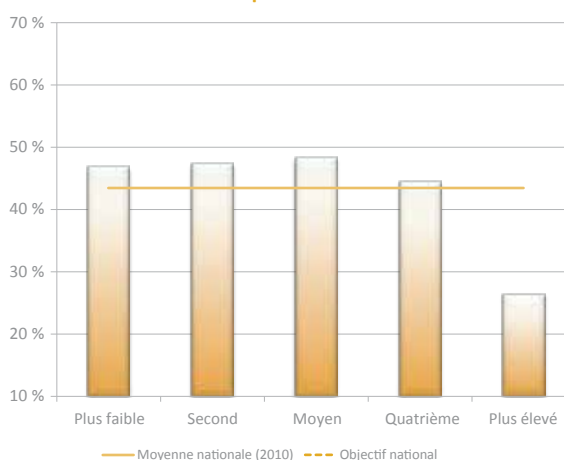
Date d'adhésion : juin 2013

Données démographiques	
Population nationale (en millions en 2010)	62,2
Enfants de moins de 5 ans (en millions en 2010)	11,2
Adolescentes (15 à 19 ans) (en millions en 2010)	3,40
Nombre moyen de naissances (en millions en 2010)	2,60
Taux de croissance de la population (2010)	2,81 %
Indicateurs (MICS 2010) des Cibles de Nutrition de l'OMS	
Faible poids de naissance	9,5 %
Allaitement maternel exclusif entre 0 et 5 mois	37,0 %
Retard de croissance chez les moins de cinq ans	43,5 %
Émaciation chez les moins de cinq ans	8,5 %
Surpoids chez les moins de cinq ans	4,9 %
Couverture des facteurs relatifs à nutrition	
Pratiques d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants	
Régime alimentaire minimum acceptable entre 6 et 23 mois	-
Diversité minimale du régime alimentaire entre 6 et 23 mois	-
Interventions pour prévenir les carences en vitamine et minéraux	
Supplémentation en zinc contre la diarrhée (Enfants de moins de cinq ans)	-
Femmes enceintes ayant fait quatre ou plus de consultations prénatales	46,7 %
Supplémentation en vitamine A (6 à 59 mois)	84,0 %
Ménages consommant le sel adéquatement iodé	58,6 %
Responsabilisation de la femme	
Alphabétisation des femmes	82,2 %
Taux d'emploi féminin	66,7 %
Âge médian au premier mariage	19,7
Accès au personnel qualifié pour l'accouchement	92,0 %
Femmes ayant eu un enfant avant l'âge de 18 ans	32,9 %
Taux de fécondité	5,1
Autres indicateurs pertinents de nutrition	
Taux d'urbanisation	35,00 %
Part de revenu détenue par les 20 % de la tranche la plus inférieure	5,50 %
Calories par habitant par jour (kcal / habitant / jour)	-
Énergie provenant d'aliments autres que les aliments de première nécessité	-
Disponibilité du fer de source animale (mg / habitant / jour)	0,5
Accès aux infrastructures sanitaires améliorées	28,0 %
Défécation en plein air	9,8 %
Accès aux sources améliorées d'eau potable	46,5 %
Accès au branchement d'eau courante domestique	24,0 %
Eau de surface comme source d'eau de boisson	16,0 %
PIB par habitant (\$ US courants, 2013)	454,00
Exportations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	-
Importations de produits agricoles par habitant (\$ US courants, 2012)	-

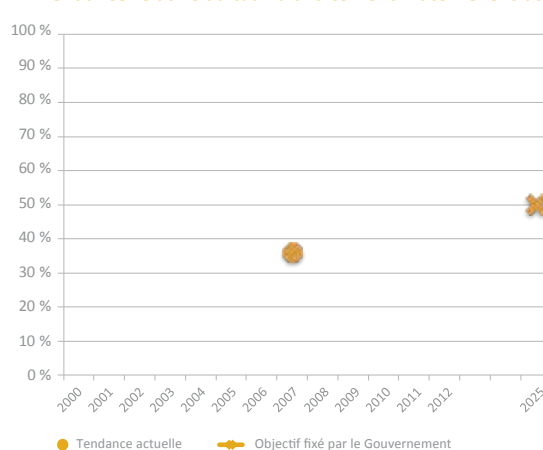
Tendance relative au retard de croissance et objectifs-cibles



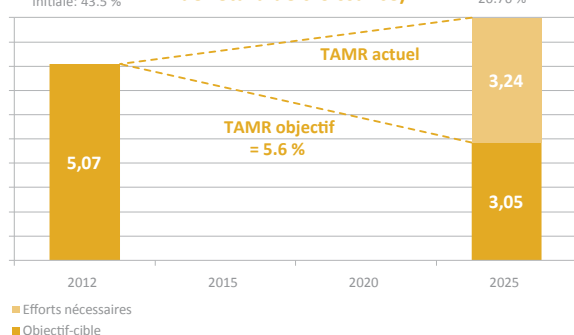
Répartition du retard de croissance dans tous les quintiles de richesse



Tendance relative au taux d'allaitement maternel exclusif



Objectif-cible de réduction du retard de croissance (U5 millions d'enfants souffrant de retard de croissance)



Regrouper les parties prenantes dans un espace d'action commun

La plateforme multisectorielle nouvellement créée est le Conseil national de la nutrition (CNN) sous l'autorité du Point focal issu de la primature. Elle rassemble les points focaux de sept ministères, la Fédération des entreprises congolaises (FEC), la société civile, les organisations professionnelles agricoles, des administrateurs de programmes, des institutions de recherche, des organismes professionnels et des agences des Nations Unies. Le CNN se charge de l'orientation, de la prise de décision et du suivi-évaluation des questions relatives à la nutrition. Un décret formalisant son existence doit être signé. Les rencontres inter-ministérielles sont mensuelles mais les réunions de la plateforme nécessitent d'être mieux organisées et planifiées.

Des efforts sont menés pour sensibiliser les gouvernements provinciaux sur le Mouvement SUN, renforcer leurs capacités en matière de coordination de la planification, de suivi et d'évaluation.

Les réseaux des Nations-Unies, des donateurs et de la Société civile sont opérationnels : une plate-forme unique et inclusive regroupe tous les partenaires techniques et financiers (donateurs, agences du système des Nations Unies, aide bilatérale) ; Le Réseau de la société civile a élaboré des termes de référence et élu son conseil d'administration. Les réseaux de chercheurs, du secteur privé et des parlementaires existent mais ne sont pas encore opérationnels.

Aligner les actions autour d'un cadre de résultats commun

Le plan stratégique multisectoriel de la nutrition en cours de rédaction constituera le cadre de résultats commun mais l'élaboration de ce dernier élément demandera au préalable de définir les interventions prioritaires identifiées dans le plan et de les chiffrer ; Les programmes de différents ministères sont alignés sur la politique nationale de nutrition mais les mécanismes de coordination, de suivi et évaluation sont à définir/renforcer.

Les programmes des partenaires sont alignés sur la politique nationale de nutrition ; Les principaux programmes actuels sont le Programme national de nutrition, le Programme national de sécurité alimentaire, le Plan national de développement sanitaire 2011-2015, le programme « Ma nutrition, c'est ma Santé (2012-2014).

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Une étude des politiques en place a permis de revoir et d'élaborer de manière participative, une nouvelle politique nationale de nutrition qui tient compte de la dimension multisectorielle. La nutrition y est intégrée dans l'éducation, le genre, la protection sociale et l'agriculture. Sur cette base, un plan stratégique multisectoriel de la nutrition est en train d'être mis en place, qui devra être accompagné, une fois finalisé, de l'élaboration de directives sectorielles pour la promotion de la nutrition dans tous les secteurs.

La législation nationale actuelle inclue une stratégie nationale sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant, un Protocole sur la gestion intégrée de la malnutrition aiguë, un Plan national de nutrition (PNDS, section Nutrition) 2011-2015, un protocole pour la gestion des personnes vivant avec le VIH, un plan de communication stratégique pour l'alimentation du nourrisson, du jeune enfant et des femmes enceintes et allaitantes, l'intégration du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, l'iodation obligatoire du sel destiné à la consommation humaine et l'enrichissement des aliments.

Cependant la diffusion de certains documents politiques aux niveaux décentralisés pourrait être améliorée. Afin de pallier, un plan de communication sur la nutrition à base communautaire à destination des provinces va être élaboré.

Suivre le financement et mobiliser les ressources

Une approche participative dans le chiffrage du plan stratégique a commencé, avec l'assistance technique de la Banque mondiale, de l'UNICEF et d'un consultant indépendant. Une fois achevé, des outils d'évaluation des engagements de l'Etat et de gestion devront être intégrés au plan stratégique. Quant à la mobilisation des ressources, certains Ministères ont déjà commencé à dégager des lignes budgétaires spécifiques (les cantines scolaires ont été financées par le Ministère de l'Éducation).

Progrès réalisés dans les quatre processus SUN Congo, RD

Notation des marqueurs de progrès 2013¹ et 2014²

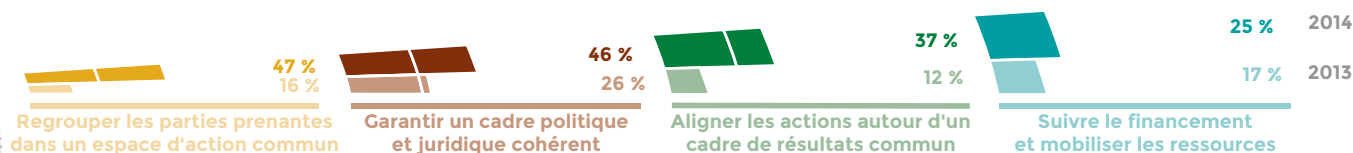
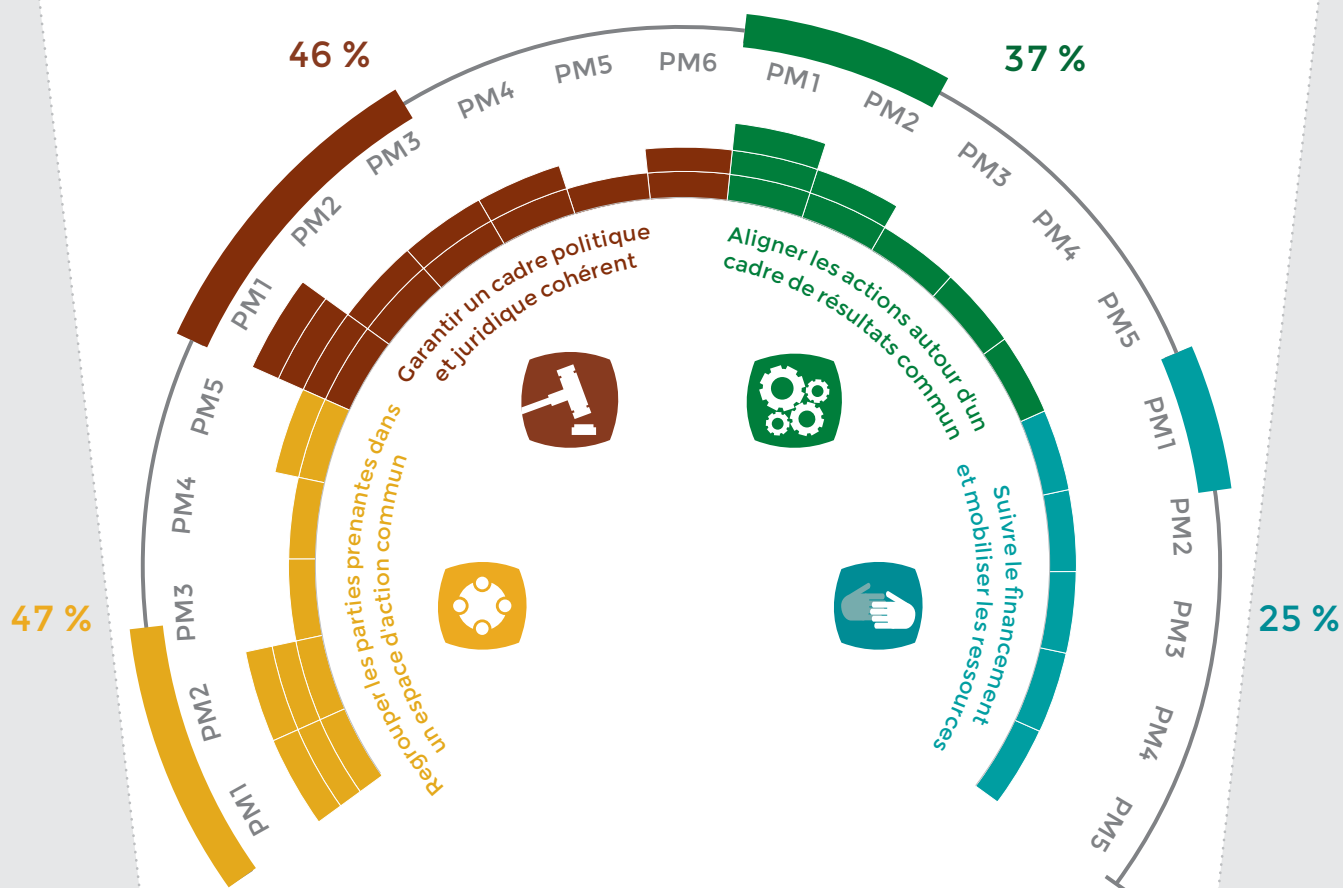


Tableau de bord des marqueurs de progrès 2014

Niveau de préparation



¹Évaluation externe par le Secrétariat du Mouvement SUN
²Évaluation interne par un exercice national d'auto-évaluation